

## LA SEIGNEURIE DE SARREGUEMINES AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE 1660-1754

Lorsque, vers 1860, Erckmann-Chatrian entreprit de raconter les souvenirs d'un vieil homme qui aurait fait sa première communion en 1781, il ne cédait pas seulement au plaisir d'écrire. En faisant vivre ces paysans des Baraques, - à cinquante kilomètres de Sarreguemines -, pendant les années qui précédèrent la Révolution et pendant toute la Révolution, l'auteur voulait « détruire le venin des mauvaises gazettes qui racontaient que la Révolution avait tout perdu »; contre ces gazettes, l'auteur voulait montrer ce que les gens avaient souffert sous l'Ancien Régime qui n'était pas « le bon temps », bien au contraire, et prouver que la Révolution avait fait le bonheur du peuple.

La seigneurie apparaît dès les premières pages de l'histoire, mais, dans cette vision d'un Ancien Régime où « les nobles et les religieux avaient tout », tandis que « le peuple n'avait rien », cette seigneurie est présentée sous son plus mauvais jour : une avalanche de droits seigneuriaux écrasait des sujets misérables, « haves, minables », « endettés », ... « à tel point, dit l'auteur, qu'on aurait pu croire que les seigneurs et les couvents avaient entrepris d'exterminer les malheureux paysans ». Aussi comprend-on que la Révolution ne pouvait manquer d'éclater.

Le talent était exceptionnel. La façon de voir la seigneurie était, par contre, tout à fait courante : « L'histoire d'un paysan » appartient à une série, et reprend les thèmes à la mode à une époque où la lutte était vive entre les partisans de la Révolution et ses détracteurs.

Plus d'un siècle s'est écoulé depuis la première édition de cet admirable récit. Les convictions n'ont pas changé. Toutefois, les historiens ont des méthodes d'investigation plus exigeantes. Si chacun maintient sa manière de voir, tous s'efforcent de s'appuyer sur des documents soigneusement critiqués, de déterminer avec précision ce qu'étaient effectivement les seigneuries, ce qu'étaient les droits seigneuriaux, et de mesurer, au moins approximativement, le poids des prélèvements et des charges seigneuriales.

Depuis 1960, Ernest Cobban, Emmanuel Leroy-Ladurie, François Furet et plusieurs autres historiens, ont, après Marc Bloch, bouleversé la manière de poser le problème. Ils ont affirmé que le capitalisme avait pénétré la seigneurie, que cette institution n'était plus qu'une façon de faire valoir l'argent, que les fermiers s'interposaient entre les seigneurs et les sujets, et que les paysans en voulaient plus au capitalisme qu'à une féodalité au demeurant très légère. La Révolution changeait de sens.

La seigneurie de Sarreguemines nous offre-t-elle, pour le XVIII<sup>e</sup> siècle, un terrain d'observation qui nous permette de répondre à ces

différentes questions et qui nous fasse rentrer dans cette bataille ? Assurément. A Sarreguemines, à Metz, à Nancy, à Paris, les archivistes ont conservé, dans des conditions difficiles parfois, des cartulaires, des comptabilités seigneuriales et communales, des pieds terriers, des déclarations fiscales, des plaids annaux, des procédures, des actes notariés, ... documents tout à fait susceptibles de renseigner sur la consistance de la seigneurie de Sarreguemines et sur sa gestion, entre 1660 et 1789, ou au moins jusqu'en 1770...

L'intérêt de ces archives est bien connu. De même que l'essentiel de ce qui peut être dit sur la seigneurie de Sarreguemines. Depuis fort longtemps, une pléiade de savants inspirés par l'amour de la petite patrie, a rassemblé les documents, et minutieusement écrit l'histoire de Sarreguemines. La « châteltenie » de Sarreguemines proprement dite, a fait l'objet d'une publication en 1934, qui ne comporte pas moins de 543 pages : c'était le Diplôme d'Études Supérieures que Monsieur Henri Hiegel présentait devant un jury de professeurs de la Faculté des Lettres de Nancy, et qui dit tout ce qui pouvait être dit de l'institution seigneuriale. Ce livre est la base de nos connaissances sur la châteltenie jusqu'en 1630. Sa lecture, en même temps qu'elle montre les structures de la seigneurie à la veille des grands cataclysmes et de la construction d'un monde nouveau, incite évidemment à chercher si, ensuite, l'institution avait changé et si les transformations évoquées plus haut s'y manifestaient.

La recherche se fera dans deux directions :

1. La seigneurie a-t-elle résisté à l'épreuve des guerres ? c'est-à-dire : retrouve-t-elle, en 1750, ses traits de 1630 ?
2. La seigneurie est-elle l'objet d'une nouvelle gestion ?

On observera d'abord la seigneurie en 1660 : les menaces qui pèsent sur sa vitalité, les caractères de sa gestion.

On étudiera ensuite la mise en place d'une nouvelle gestion : l'engagement, la ferme générale, la « réaction seigneuriale ».

On terminera par une étude de la seigneurie en 1750.

\*       \*

\*

## **I - LA SEIGNEURIE VERS 1660**

L'histoire de la seigneurie de Sarreguemines est celle d'une institution qui fut durement touchée par les guerres et dont on pouvait imaginer l'affaiblissement définitif.

Dans cette conjoncture, la seigneurie jouissait d'un avantage. Depuis le XIV<sup>e</sup> siècle, Sarreguemines était une seigneurie des ducs de Lorraine. Elle n'avait plus de seigneurs particuliers, elle n'était pas aux mains d'une

famille, elle n'était plus tout à fait un bien privé, elle faisait partie du domaine de l'Etat lorrain. A ce titre, elle relevait d'une administration très structurée, ou, en tous cas, plus forte que celle dont aurait disposé une autre famille noble. C'est un point important qui permet de comprendre comment la seigneurie va résister aux cataclysmes qui s'abattent sur les pays lorrains dans le courant du XVII<sup>e</sup> siècle.

### **Les ravages de la guerre**

La seigneurie fut fortement touchée par les guerres du XVII<sup>e</sup> siècle. Comme toutes les régions voisines, Sarreguemines et les communautés de la châtellenie : Auersmacher, Grand et Petit Bliderstroff, Ebresing, Felpersviller, Ninkirch, Tinteling, pour l'essentiel, - et aussi : Neugrange, Hauviller, Heudlingen, Remelfingen, Sarinsming, Bousbach, Rodt, Bolchen, Mengen, ... furent victimes des combats et des passages des troupes.

La population fut soumise aux dures lois de la guerre : pillages des meubles, du bétail et des grains, incendies, rançons, tortures, exécutions... Des paysans périrent. Les survivants restèrent dans une situation précaire. Pour obtenir une sauvegarde, acheter du bétail, acheter des semences... la plupart s'endettaient, certains vendant déjà la moisson future. L'annonce de l'arrivée d'une troupe suffisait à leur enlever tout espoir : ils quittaient le pays qui devenait un désert.

Ce fut le cas par exemple, en 1633 et dans les années qui suivirent, lorsque les régiments de Suédois aux ordres du Maréchal de la Force occupèrent la ville, le château et les environs de Sarreguemines pendant plusieurs mois, puis lorsque les troupes du duc de Weimar prirent leurs quartiers entre Hombourg et Forbach, et, enfin, lorsque celles de Gallas, à l'occasion du siège de Deux-Ponts, séjournèrent un mois au moins près de Sarreguemines. « Depuis ce temps, écrit un contemporain, la contrée est déserte, sans officier ni conducteur, n'y ayant que trois ou quatre femmes veuves ».

Lorsque le comptable fit un bilan plus précis, en 1661, il raconta que les villages de Neunkirch, Volpersviller, Petit-Bliderstroff étaient inhabités depuis 27 ans et plus, que le village de Remelfing était brûlé, recouvert de ronces et d'épines, que, partout, les conduits étaient peu nombreux :

36 à Sarreguemines; 12 à Grand-Bliderstroff; 6 à Petit-Bliderstroff; 5 à Auersmacher; 3 à Neunkirch et Volpersviller.

Soixante-deux conduits en tout pour ces six agglomérations, alors qu'en temps de paix, le village de Grand-Bliderstroff comptait 80 conduits à lui seul. Un pays véritablement sinistré, et, quelle que soit l'importance de chaque conduit, un pays quasiment vide.

Le repeuplement se fit lentement : 75 conduits seulement en 1663, l'augmentation étant presque entièrement au profit de Sarreguemines.

Les nouveaux venus n'étaient pas plus riches que les autres : les maieurs, le châtelain, le contrôleur, le commis général du domaine ducal attestaient la grande misère ou les difficultés de ces communautés confrontées à la remise en état du pays.

### **L'affaiblissement de la seigneurie**

Ce cataclysme ne fut pas sans conséquences pour la vitalité de l'institution.

Les revenus furent touchés : par l'anéantissement de l'économie régulière, la disparition ou la fragilité des payeurs, la vacance des offices... Pendant plusieurs années, de 1633 à 1642, les revenus furent complètement nuls : pas de culture, pas de bétail, finalement pas d'habitants, des soldats partout et même à la poursuite du receveur de la seigneurie qui était obligé de se laisser pousser le poil pour leur échapper.

C'est seulement à partir de 1660 que l'encaissement des recettes se fit comme avant; de nouveau par un receveur, un châtelain, un contrôleur, sur présentation des listes des maires. En 1661, le compte fut rendu par Jean Pieterhoff, capitaine et châtelain, et contrôlé par Eberhardt Mohr. Les comptes furent tenus régulièrement, avec registres de compte et pièces justificatives, jusqu'en 1669.

Les finances, les droits, les coutumes de la seigneurie n'étaient pas restaurés pour autant.

Les ravages n'avaient pas épargné le domaine proprement dit : destruction du château, destruction des moulins de Weching, de Stembach, destruction du four banal, de la tuilerie, de l'étuve, ... comme des propriétés des « bourgeois » : cabarets, boutiques, ... susceptibles de rapporter des revenus.

Certaines sources du revenu rapportaient moins qu'autrefois : bien souvent, les officiers accordaient une remise de rentes pour plusieurs années.

Pour de nombreux postes du compte, le comptable a écrit « néant » :  
Néant

- pour le passage près du moulin de Sarreguemines avec le trou à poser des nasses,
- pour le battant à fouler,
- pour le passage du pont et de la pierrière,
- pour les étendues d'eau de Grand-Bliderstroff,
- pour le mesurage des grains et des vins, la gabelle des boissons,

parce que les installations étaient endommagées, les cabarets détruits, les clients bien peu nombreux, comme les volontaires pour affermer la levée de ces droits.

Néant aussi

- pour les amendes de la plupart des lieux,

– pour les épaves et les confiscations,  
pour les mêmes raisons et parce que la justice ne fonctionnait sans doute pas encore normalement.

Néant encore pour les droits de sauvegarde (20 gros et une géline par conduit) de 14 villages proches de la châtellenie... où il n'y avait plus personne...

Néant toujours pour les redevances que les maires des communautés devaient à cause de leur office : un ou deux porcs... « Il n'était pas possible d'exiger pareille redevance pour des offices qui n'apportaient aucun profit » à ceux qui voulaient bien les accepter.

Néant enfin, pour des postes qui, ensuite, mettraient tout le monde dans l'embarras et que la seigneurie ne récupérerait pas : quelques droits comme le droit d'armoirie à Bolchen et Mengen, (1 malter d'avoine - soit 2 quarts - et 15 deniers par conduit), mais surtout pour la plupart des censives. Sur plusieurs pages, les comptables rapportaient les descriptions anciennes des parcelles sur lesquelles la seigneurie percevait un cens, descriptions précises par tenants et aboutissants; précises sur le papier, mais dont personne ne pouvait, ou ne voulait, donner les limites sur le terrain envahi de buissons, et pour lesquelles personne n'avait entendu parler d'une rente quelconque. A Ninkirch, par exemple, 15 héritages sur 16, soit 4 fauchées et 23 jours - ce qui était peu d'ailleurs -, étaient dans cette situation.

Autre affaire : la dîme de Petit-Bliderstroff qui ne se levait que sur quelques cantons, mais « les anciens qui connaissaient les limites sont trespasés ». La perception de cette dîme sera longtemps un problème.

Le revenu de ces années soixante est bas : 813 francs monnaie de ce compte, plus faible que la monnaie lorraine, (rapport de 5 à 7), ce qui donnerait en « monnaie de Nancy » 555 francs -, 70 quarts de froment, 83 quarts de seigle, 71 quarts d'avoine, moyenne des 10 comptabilités, pour les années 1660 à 1669.

Il était plus bas que celui des années vingt : en moyenne près de 3 000 francs. Le receveur en a fait la remarque : « La paixon du Boucholz qui autrefois rapportait 40 francs n'en rapportait que 8. » Le reste du compte semble dans ce rapport.

Ce revenu des années soixante ne varia pas. Si les recettes en deniers oscillèrent entre 350 F et 1 306 F, c'est parce que certaines années, des revenus importants tels que le passage de Gemunde et de Bliderstroff, le tiers des profits des ventes de bois communaux, l'aide saint-Rémi... firent ou ne firent pas partie de la recette du comptable. Par contre, les recettes en grains furent presque identiques chaque année. Aucun signe de relèvement. Il y eut même un fléchissement en 1667 et 1668, au plus bas des revenus en deniers et du revenu en froment, les perturbations apportées par les nouveaux passages de troupes étant peut-être à l'origine de ce fléchissement...

Les guerres eurent donc sur les revenus de la seigneurie et sur sa structure des effets importants.

## Les caractères de la seigneurie vers 1660

Au moment où nous entrevoyons la seigneurie de Sarreguemines, entre deux cataclysmes, elle a conservé ses traits anciens.

La composition du revenu de cette seigneurie convalescente indique une économie toute traditionnelle.

Bien des rentes étaient à la fois en deniers et en nature : des francs, des grains, de l'huile, du poivre, de la cire... et deux porcs par exemple, pour la rente des meuniers.

La part des revenus en nature était bien supérieure à celle des revenus en deniers. Il faudrait connaître les prix; mais il est, de toutes façons, évident que 220 quartes de grains valaient plus que les 813 francs de la recette par deniers. Sarreguemines vivait dans un circuit économique dans lequel l'argent était rare et dans lequel les échanges étaient surtout en nature, c'est-à-dire que les procédés capitalistes ne trouvaient pas un terrain favorable.

L'essentiel des revenus était fourni par les moulins, par une moitresse, et par les dîmes dont le duc prenait une partie, ainsi que par des droits sur la consommation.

Les moulins et la moitresse rapportaient : – 55 % du froment,  
– 63 % du seigle,  
– 21 % de l'avoine.

La « réserve » fournissait donc encore une part importante du revenu. Toutefois, le seigneur ne vivait plus uniquement de son propre bien, il ne vivait plus « du sien » uniquement : la réserve ne comprenait plus guère de terres labourables. Et une bonne partie des revenus en nature et la quasi totalité des revenus par deniers provenait d'une ponction sur la production des sujets :

– les dîmes avant tout, qui rapportaient : – 40 % du froment,  
– 34 % du seigle,  
et – 73 % de l'avoine,  
– les droits sur la consommation, (dont le passage) qui, dans le budget de 1660, avec les amendes, représentaient 694 francs sur 1 306, soit plus de 50 % des recettes par deniers.

La gestion était restée coutumière. Les rentes se percevaient en plusieurs termes. La levée se faisait par les maires, les échevins, d'autres personnes : le receveur nourrissait les gens qui avaient fait la levée. Théoriquement, les maires et les échevins prenaient une part de ces revenus; ce qui se produit encore pour les rentes ordinaires de Grossbliederstroff; ils se retrouvaient dans un banquet où le duc leur donnait à boire tout leur saoul selon les coutumes d'Allemagne.

Le duc utilisait lui-même les deniers et les grains recueillis par son receveur. Les deniers servaient à réparer le château. Le receveur délivrait les grains qui étaient en totalité, dans ces années, destinés à fabriquer des pains de munition pour l'armée ducal stationnée dans la contrée.

C'était donc bien une gestion directe, comme à l'époque féodale, le seigneur vivant des ressources fournies par ses gens, autour de son château et de ses greniers, dans une seigneurie qui, ici, avait conservé une partie de ses fonctions militaires traditionnelles.

## **II - UNE NOUVELLE GESTION**

Le relèvement de la seigneurie qui s'opéra surtout au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, dans un tout autre contexte, changea la physionomie de la seigneurie de Sarreguemines, notamment lorsqu'elle entra dans le régime de la ferme générale des domaines du duc de Lorraine.

Mais l'affaire ne s'est pas déclenchée tout d'un coup. Et même, elle était déjà esquissée au début du XVII<sup>e</sup> siècle, avant le déclenchement du conflit.

### **Les premiers signes du changement**

Les seigneurs ont toujours utilisé le régime de la ferme pour certains des revenus de la seigneurie : « à qui dit plus » « à l'extincte de la chandelle », pour les moulins, les fours, les tuileries, les droits sur le passage, les ventes, la consommation, la levée de la dîme... En 1662, furent mis aux enchères : les poids et balances, le four banal, les rivières et les eaux de Sarreguemines, l'étuve, les menues dîmes, l'ancien passage, le moulin, les biens de corvées, le sceau et tabellionage, les foires et étalage de Greventhal, le 6<sup>e</sup> denier, le dixième pot de vin de tous les villages, les sceaux de Grossbliderstroff, les corvées de Petit-Bliderstroff et d'Augersmacher, les dîmes, etc. Fermes partielles, au bénéfice de sujets de la seigneurie, mais qui introduisaient déjà un détournement du prélèvement au profit de petits bénéficiaires qui formaient déjà un premier écran entre le sujet et son seigneur. Ce système persistera jusqu'à la fin. C'est peut-être Maître Jean, le forgeron aubergiste des « Trois Pigeons », qui ne négligeait pas d'affirmer la levée des droits seigneuriaux, comme nous le raconte Erckmann-Chatrian, et dont la table était toujours bien garnie, alors que les autres paysans devaient compter les cuillerées d'une maigre soupe !

Un autre système tendait à se superposer à cette organisation initiale. En effet, le duc Charles IV avait entamé, à l'occasion, une politique d'engagement des revenus de la seigneurie, à plus ou moins long terme.

Nos documents nous font entrevoir quelques-unes de ces opérations, notamment celles qui eurent lieu entre le duc et Claude Bichebois, Germain François, sieur de Saint-Félix, le sieur Nicolas, baron de Sérinchamps.

Il leur arriva de prêter de l'argent au duc. Pour sa part, Claude Bichebois prêta plus de 45 000 francs à Charles IV. En plusieurs fois : 1 200 F, puis 9 800 F, puis 15 000 F et encore 10 000 F en mars 1617, et en 1621, 3 000 F et encore 6 691 F la même année. Germain François,

sieur de Saint-Félix, qui hérita des créances des Bichebois, prêta aussi 8 000 F, puis 16 000 F en 1632. Le sieur Nicolas, baron de Sérinchamps, associé aux précédentes opérations, prêta de son côté, 22 000 F en 1633.

Les prêts s'ajoutaient, selon les besoins du moment. Chaque mise à jour était l'occasion d'un nouvel emprunt, comme dans la comédie. Ainsi, lors de la signature d'un contrat en 1632, il fut dit que le duc entendait rembourser ses créanciers des sommes prêtées; on énuméra les sommes à payer, capital et intérêt, et, pour terminer l'addition, on ajouta 8 000 francs d'un nouveau prêt, véritable raison de ce contrat.

Aux sommes avancées en bloc, il faut ajouter ce que les prêteurs continuaient d'avancer, au jour le jour, pour l'entretien et les réparations du château.

Les quelques archives qui nous sont parvenues révèlent des emprunts qui atteignirent 45 000 francs, sans compter les frais d'entretien de la seigneurie dont les prêteurs étaient chargés. Ce qui n'est sans doute qu'une partie des dettes duciales contractées dans le pays de Sarreguemines, mais qui nous suffit pour analyser une nouvelle gestion de la seigneurie.

En effet, les revenus de la seigneurie servaient à rembourser les emprunts. Aux prêteurs, le duc abandonna les revenus de la seigneurie : la totalité des revenus de Sarreguemines, ou seulement les revenus fournis par les villages de Weiswiller et Wolfingen, ou le montant de l'aide Saint-Rémi... Parfois, le contrat prenait la forme d'un contrat à terme de rachat : le duc laissait aux héritiers Bichebois deux villages, à bail, à faculté de rachat, contre une somme de 16 000 francs.

Ces prêts étaient des prêts avec intérêt. Celui-ci était expressément indiqué : le prêteur sera remboursé « capital et intérêt »... « il faut lui allouer ses intérêts »; dans le total de ce qui devait leur revenir, les prêteurs distinguaient le capital et l'intérêt. Le taux de l'intérêt était fixé : 7 % en 1617, 6 % en 1619, de nouveau 7 % en 1621, mais 5 % le plus souvent. Lorsqu'il y avait « bail avec rachat », les revenus annuels constituaient l'intérêt, le prêteur étant remboursé du capital lors du rachat.

Ces opérations amorçaient déjà une rupture entre le seigneur et ses sujets. Le comptable ne rendait plus un compte détaillé des revenus. Mais un compte en gros. Il rendait un compte détaillé des dépenses opérées pour le compte du duc, mais non de ce qu'il avait fait de l'excédent devenu sa propriété personnelle.

Le duc se trouvait privé d'une partie des revenus de sa terre : celle qui correspond à l'intérêt versé au prêteur.

Mais l'affaire restait une affaire interne à la seigneurie. Le prêteur était un serviteur à gages. Claude Bichebois était un officier de la seigneurie : capitaine et receveur de Sarreguemines, le sieur Nicolas, baron de Sérinchamps également, et Germain-François, sieur de Saint-Félix, a tenu les comptes de la seigneurie. Il s'agit parfois d'une même famille : le sieur de Saint-Félix a épousé Gertrude Bichebois. Claude Bichebois,



avait, quant à lui, épousé Jeanne Bertrand, de la famille d'un autre receveur de la seigneurie.

Le duc empruntait donc à des familiers, à des hommes de son armée et de son administration. Le prêt s'appuyait d'ailleurs sur le dévouement du serviteur fidèle. Les préambules des actes, même s'il s'agit d'un langage de convention, traduisent cette relation : « le duc a un besoin d'argent, à cause de l'incommodité de ses affaires... il fait rechercher quelques bons serviteurs pour l'assurer de quelques deniers, il les remboursera, parole de prince. »

Enfin, théoriquement, cet engagement avait une durée limitée. En fait, c'est devenu une longue histoire... Les Bichebois et autres intéressés n'étaient pas rentrés dans leur argent encore en 1669 et restaient en compte avec la seigneurie, et bien des affaires ne se régleront qu'après 1708. Les circonstances sont la cause de ces longueurs, et de la prolongation des engagements.

Plus grave fut l'engagement à un étranger, lorsqu'en 1628 Charles IV engagea la seigneurie de Sarreguemines à Jean-Philippe de Cratz, comte de Scharpfenstein. Le comte avait avancé 200 000 francs monnaie de Lorraine, soit, en utilisant les monnaies de Sarreguemines : 280 000 francs, somme considérable, au regard des emprunts précédents et au regard des revenus annuels de la seigneurie.

L'engagement portait sur toute la seigneurie de Sarreguemines, excepté le fief, le ressort, les aides et recettes extraordinaires. Le comte de Scharpfenstein devait tirer chaque année 10 000 francs de la seigneurie de Sarreguemines, ainsi que des seigneuries d'Albe et de Bitche, le seul revenu de Sarreguemines ne suffisant pas à fournir une telle somme. Trois ans plus tard, le duc voulut racheter sa seigneurie : il réunit 120 000 francs, et pour le complément, il fit une rente constituée sur Albe, avec un intérêt « approchant du 5 % ». Clause accessoire : le comte de Cratz pourrait toujours loger au château de Sarreguemines.

Malgré tout, un procédé traditionnel : dans le courant du Moyen Age, bien des seigneuries ont été engagées, parfois pour très longtemps.

Ce qui va se produire ensuite sera à la fois dans la ligne de ces premières expériences et très différent.

### **La seigneurie entre les mains des fermiers**

A partir du début du XVIII<sup>e</sup> siècle, la seigneurie entra dans le régime de la ferme générale des domaines de Lorraine et Barrois, régime introduit par la France, et repris par le nouveau duc de Lorraine, Léopold.

Elle n'y entra pas tout de suite. La seigneurie eut sans doute d'abord des fermiers particuliers. Jusqu'en 1715, la situation est mal connue : il y eut un fermier des domaines de Lorraine et de Barrois, Klein, qui prétendit lever les revenus de la seigneurie, contre les héritiers « de Saint-

Félix ». Il y avait également un fermier « moderne » en 1708. Pourtant, Sarreguemines ne fit pas partie du bail général des domaines passé en 1698 avec Guillaume La Varenne, et, tout à fait logiquement, elle n'apparaît pas dans le terrier général dressé en 1703, par les soins du fermier général.

La politique de la ferme générale n'était pas encore systématique. A cette époque, les efforts du gouvernement avaient d'abord un autre objectif : faire rentrer dans le domaine les terres aliénées, et, compte tenu des situations complexes, les baux particuliers étaient encore fréquents.

Sarreguemines entra dans le bail des fermes générales, fermes des domaines et gabelles, du 20 avril 1715, consenti au sieur Joseph Firbin, et, ensuite, fit partie des autres baux des domaines et gabelles :

- de 1724, à Bonnedame,
- de 1728, à Jean du Petittrieux, dit Saint-Germain,
- de 1730, à Gillet,
- de 1637, à Philippe Lemire,
- de 1743, à Jean Duménil,
- de 1750, à Louis Dietrich,
- de 1756, à Louis Bonnard,

et, sans doute aussi des baux

- de 1767, à Julien Alaterre,
- de 1773, à Saufferay, ce dernier bail consenti pour trente ans.

Les modalités du bail donnaient aux fermiers une assez grande latitude. Voici par exemple les modalités du bail de 1715.

Durée : pour 6 ans.

Le fermier jouissait :

- des domaines et droits domaniaux,
- des usines, forges, moulins,
- des rivières, ruisseaux, étangs,
- des cens anciens et nouveaux,
- des droits d'entrée et d'issue,
- des droits sur les hans,
- des droits de confiscation et deshérence avec propriété des meubles et jouissance des immeubles.

Étaient réservés au duc de Lorraine :

- les amendes des chasses,
- les bois et forêts avec vaine pâture, glandée, usages, affouages, maronnage,
- le tiers des ventes des bois et usages des bois communaux,
- le produit des greffes.

Le fermier pouvait passer des baux particuliers.

Obligations du fermier :

fournir un papier terrier, réparer l'église, les usines et les bâtiments, payer les portions congrues.

Le fermier avait donc tous les droits du seigneur, sauf celui de rendre la justice, de nommer des officiers, ce qui est très important -, et sauf aussi, la gestion de la forêt, ce qui était aussi très important dans la vie quotidienne de la population de la seigneurie. Ce fermier n'avait pas à rendre un compte de sa gestion. Sinon aux intéressés. Au duc, il ne devait que la mise en place d'un terrier : ce n'était pas une mince affaire, mais, ceci fait, il jouissait des biens de la seigneurie comme de ses biens propres.

Le fermier était une réalité nouvelle qui, dans les relations entre le duc et ses sujets, s'ajoutait aux officiers dont certains, comme le receveur ou le prévôt, restaient en place, avec bien entendu, les officiers de l'Hôtel de Ville et des mairies...

### **Les fermiers et les sous-traitants**

Ce personnage avait plusieurs têtes. Le fermier général qui avait passé le bail avec le duc n'était pas seul. Il avait des « cautions » et des « intéressés », avec lesquels il formait une « compagnie ». La compagnie passait des baux avec de nombreux sous-traitants, eux aussi organisés en compagnies. Les sous-traitances se développaient sur plusieurs étages.

Du haut en bas de l'échelle, on pouvait distinguer :

- le fermier général des domaines et gabelles,
- le fermier général des domaines,
- le sous-fermier du domaine de Sarreguemines,
- les arrière-sous-fermiers pour l'un ou l'autre village,

ce qui n'excluait pas la mise aux enchères habituelles de tel et tel droit.

C'est au hasard que, dans la documentation, on rencontre ces divers personnages. Dans le bail Firbin, il y avait un sous-fermier de Sarralbe et Puttelange : Stock père, un sous-fermier pour Sarreguemines : Stock fils. En 1724-31, lors du bail Bonnedame, le sous-fermier de Sarreguemines s'appelait de Maisoncelle, en 1737-1742, - bail Lemire -, il s'appelait Jean-Georges Schlick... Schlick avait des cautions : De Callane (?), Huguët, Thouvenin.

C'est entre 1737 et 1742, que les différents étages de sous-traitance apparaissent le mieux :

Lemire était fermier général des domaines et gabelles,

Nicolas Sauvage était fermier général des domaines,

Jean-Georges Schlick et compagnie, sous-fermiers de Sarreguemines,

Jean-Adam Arnould arrière-sous-fermier pour Ebersing, Neunkirch et Folsersviller...

Un arrière-sous-fermier jouait un rôle important dans la seigneurie. Jean-Adam Arnould levait le schaft, le droit de guët, les poules de ménage, la gabelle des vins, les droits d'enseigne et de bouchon, les cens, les dîmes, les amendes, dans trois localités. Ces droits n'avaient pas tous une grande valeur financière; mais la levée était, malgré tout,

une relation entre les représentants du seigneur et les sujets; désormais, cette relation s'opérait avec l'arrière-sous-fermier.

Ces nouveaux gestionnaires, dans les étages supérieurs, étaient étrangers à la seigneurie de Sarreguemines : Firbin demeurant à Nancy, avait comme cautions : Louis de Barbarat, seigneur de Brabois, Mazirot et autres lieux, Jean de la Garde, receveur des finances du duc de Lorraine. Quant à Philippe Lemire, c'était un « bourgeois » de Lunéville.

Au bas de l'échelle, la situation était différente. Les arrière-sous-fermiers pouvaient appartenir à la population du lieu : ce serait pourtant à vérifier.

D'autre part, la rupture avec l'ancienne société n'était pas totale. François Stock, sous-fermier du domaine de Sarreguemines, était aussi prévôt de Sarreguemines, gruyer et chef de police, et la famille de Stock avait prêté de l'argent aux ducs depuis 1617. Cependant, ces faits datent de 1720. Il faudrait des recherches plus précises pour tous ces sous-fermiers, arrière-sous-fermiers, et sur les compagnies qui se sont formées au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle.

### **Réaction seigneuriale**

Ces fermiers et sous-fermiers ont pratiqué une politique de « réaction seigneuriale ». Cette réaction n'est pas spéciale au XVIII<sup>e</sup> siècle. Elle s'est toujours manifestée après les périodes difficiles, au cours desquelles des désordres s'étaient introduits dans la gestion et dans l'administration. Elle fut toujours une des tâches inscrite au rollet des officiers : ne pas laisser perdre les droits, les rechercher avec diligence, retrouver tous les textes susceptibles d'étayer une prétention...

La réaction a d'ailleurs commencé très tôt, et ce sont les officiers des années 1660-1669 qui ont effectué le plus gros travail de recherche... et qui ont fait l'essentiel de la remise en ordre de la seigneurie. Ce sont ces receveurs qui ont rassemblé les renseignements, qui ont retrouvé les anciennes comptabilités, les décisions ducales, de 1623, 1618, 1617..., de 1597... Leur premier souci n'était pas d'innover, mais bien de retrouver ce qui était l'usage, la coutume ancienne de la seigneurie. Un receveur dénonça même un droit nouveau, qui ne se percevait pas jusqu'ici, droit qui, il est vrai, avait été introduit par le cardinal. La seigneurie de 1669 ressemblait à celle de 1633... parce que les officiers avaient recopié les actes anciens, plutôt scrupuleusement, semble-t-il. D'autre part, il ne leur était pas facile d'agir arbitrairement, leurs affirmations étant vérifiées par les maires des localités.

Les fermiers et surtout les sous-fermiers, reprirent ce travail, avec le soutien de la Chambre des Comptes... Leur recherche fait partie de cette mise à jour qui concerna bien des communautés : la mise à jour des propriétés, - les « remembrements » -, qui aboutit à la confection des terriers des différents bans, celui de Bliderstroff, par exemple, achevé

en 1739. Il semble que, dans cette recherche, les sous-fermiers furent animés d'un esprit particulier qui les poussait surtout à sortir de l'oubli des droits tombés en désuétude, ce qui, évidemment, était dans leur intérêt.

Le sous-fermier le plus ardent à rechercher les droits « recelés, usurpés, négligés », fut Jean-Georges Schlick, sous-fermier de Sarreguemines, de 1736 à 1742. Favorisé par le remembrement, il rendit un pied-terrier très complet et très précis : les articles sont numérotés, et il y a des « apostilles » écrites par les officiers de l'Hôtel de Ville. Le terrier de 1754 fut en grande partie une réplique de ce terrier établi par Schlick en 1742.

Cette réaction entraîna plusieurs procès entre les sous-fermiers et les communautés, entre les sous-fermiers et des particuliers aussi. Voici ce qui en reste dans les archives municipales de Sarreguemines :

En 1703, procès de Stock contre la ville, pour des propos injurieux, et pour un droit de pâturage.

Vers 1728, l'Hôtel de Ville contre de Maisoncelle et consorts à propos des amendes et des ventes de bois communaux.

En 1732, la ville contre un fermier domanial, Martin Simon, pour un droit de pâture sur des terres seigneuriales.

Neunkirch contre Knöppfler, autre fermier domanial, pour le dixième denier.

1739-1752 : La ville contre Huel, fermier domanial, qui réclame les fossés de la ville comme propriété seigneuriale et qui veut percevoir le montant de la vente à l'enchère de ces terres.

A la même époque : la ville contre le sous-fermier à propos du droit de pêche sur la Sarre.

1739-1752 : Procès de la ville contre Schlick, Stock et le comte de Van der Leyen, à propos du droit de propriété au Steinbacherweg.

Les plus grosses affaires ont eu lieu du temps de Schlick. Schlick s'ingénia à remettre en vigueur un droit sur la fabrication de la bière. Il eut contre lui les brasseurs de Sarreguemines. Mais il obtint des arrêts favorables de la Chambre des Comptes. Cette affaire ne concerna pas seulement Sarreguemines, mais aussi Sarralbe - dont Schlick était sous-fermier -, Bitche, Insming, Bouquenom, Sarrewerden, Lixheim, Fénétrange...

Schlick exigea aussi un Haut-conduit sur le bois flottant sur la Sarre, en citant des comptes de 1663 et de 1618. Il se heurta aux marchands de bois et à la communauté qui lui opposèrent les édits de Léopold, de 1704 à 1721, un arrêt de la Chambre de 1723, supprimant les péages à l'intérieur de l'Etat, et ne laissant subsister que des droits à l'entrée et à la sortie de l'Etat; ils estimaient que le tarif était trop élevé et que ce droit allait ruiner l'industrie... - le trafic avec la Hollande -; ils objectaient enfin, que le bois ne faisait pas partie des marchandises imposables. Contre eux, Schlick obtint d'abord gain de cause auprès de la Chambre

des Comptes; mais les marchands de bois P. Hansen et P. Babaut, se pourvurent au Conseil, par requête en cassation; l'affaire fut portée devant le procureur général, qui demanda ses raisons à la Chambre; le dossier fut remis entre les mains de Le Gallois, Conseiller d'Etat, Grand Maître des Eaux et Forêts... En 1754, le procès n'était pas terminé.

Un autre différend opposa Schlick au prévôt de Sarreguemines, au prévôt de Welferding et au comte de Leyen : il s'agit d'un problème inévitable pour la perception d'une dîme sur un canton divisé mais dont les limites des divisions n'étaient plus connues. Un arrêt fut rendu en 1744, donnant droit au domaine, mais ordonnant une vérification par géomètre arpenteur.

Enfin, Schlick poursuivit l'Hôtel de Ville, réclamant le tiers des ventes des bois communaux, les amendes champêtres dépassant 60 gros, les profits des fossés et il obtint un arrêt favorable de la Chambre en 1740.

Les droits sur la bière, le passage et les amendes concernaient tout le territoire de la seigneurie.

Il y eut d'autres affaires, et presque toutes les communautés étaient en procès pour un droit sur le vin, un droit de passage, ou la perception des amendes, ou encore pour « le chariot de bois par voiturier », « texte mal expliqué » écrivait le sous-fermier qui proposait sa propre version : ce bois devait servir à son chauffage personnel.

Les différends amenaient souvent l'intervention des officiers des mairies. Cette bataille contre les maires et échevins se voit dans la rédaction du terrier sur lequel les officiers ne manquent pas d'afficher leur désaccord, pour sauvegarder au maximum les droits de la communauté et des particuliers.

C'est peut-être une des raisons pour lesquelles l'Hôtel de Ville de Sarreguemines voulut faire rechercher tous les textes anciens et c'est sans doute une des raisons de la confection d'un cartulaire, malgré l'opposition de La Galaizière : le cartulaire de Roth, en 1766.

L'hostilité vis-à-vis des fermiers concerne parfois la manière dont ceux-ci appliquaient les ordonnances. Ainsi, les habitants de Sarreguemines - et la ville - entrèrent en conflit avec le sous-fermier à propos de la pêche dans la Sarre, à propos des techniques de cette pêche : la pêche au quarlet, à la ligne, au plomb, au cordeau, à la nasse... Ils accusaient le sous-fermier de ne pas respecter les ordonnances, notamment lorsque ce sous-fermier imposa une amende à trente particuliers, coupables à ses yeux, d'avoir pêché en mars, saison de la fraye...

Malgré les efforts des fermiers, et malgré ces procès, il y a bien des chances pour que la seigneurie reconstruite de 1742-1754 ressemble à celle de 1630, puisque les textes de base furent les comptabilités de 1660, lesquelles reprenaient les termes des comptabilités de 1630.

### **III - LA SEIGNEURIE VERS 1750**

#### **Le contour**

Dans l'ensemble, le territoire de la seigneurie n'avait pas changé. Il recouvrait toujours Sarreguemines, Auersmacher, Grand Bliderstroff, Petit Bliderstroff, Ebresing, Felpersviller, Ninkirch et Tenteling, dans lesquelles le duc était le seul seigneur, disposant des droits de Justice, haute, moyenne et basse. Il y avait également quelques droits seigneuriaux dans d'autres localités : Neugrange, Hanviller, Heudlingen, Remeltingen, Sarinsming et Bousbach.

Par rapport à 1515 : Rien à Bliesebersing, Fechingen, Rilchingen... Des changements aussi depuis 1661 : rien en Mengen, Schweigen, Guersweiler, Bolchen, Erfweiler, Mandelbach, les Deux Hambach, Wittersheim, Bebelshem, Rodt... Mais ces localités n'entraient dans les comptes de la seigneurie que pour le droit de sauvegarde. Pour l'essentiel, le territoire de la seigneurie n'a pas bougé.

#### **La disparition des « fiefs »**

Aucune mention d'un fief, en dehors des censives. La seule allusion à un fief concerne Grossbliderstroff : Léopold y avait concédé la métairie dépendante du domaine et l'« avait érigée en fief, avec reprise, foy, hommage et autres devoirs ». Une maison « seigneuriale », (1 poelle, 3 cuisines, 2 chambres, 1 grenier, 2 caves), une cour « seigneuriale », avec porte-cochère, des granges, des écuries, la maison du berger, le colombier... 69 parcelles de terre, un breuil; droit de colombier, de chasse et de pêche, droit de troupeau à part. Mais ce fief, concédé à François-Didier Maurice, Lieutenant civil et militaire du Bailliage d'Allemagne, à ses descendants en ligne directe seulement, rentra dans le domaine en 1729.

Il semble donc, à considérer les déclarations de 1754, que la pyramide féodale avait, ici, quasiment disparu.

Si les « fiefs » au sens strict avaient disparu, les censives demeuraient : les terres possédées par les particuliers et grevées d'un cens.

#### **La réserve**

La réserve seigneuriale se limitait aux usines et aux forêts. Terres : 47 journaux à Sarreguemines, 16 jours à Auersmacher, 152 jours à Grossbliderstroff, 37 jours à Ebresing, 14 jours à Neugrange. Total : 54 hectares. Seule comptait la moïtresse de Grossbliderstroff. Pas de territoire susceptible d'exiger le travail de corvéables - (ce qui n'exclut pas un droit de corvée). Pas non plus un vaste domaine à exploiter rationnellement, ce qui serait aussi une manière de faire des profits.

Mais des moulins par contre : 2 à Sarreguemines, 2 peut-être à Auersmacher, à cens, 2 à Grossbliderstroff, ... une tuilerie.

La réserve seigneuriale étant limitée, il est vraisemblable que la plus grande partie des bans était déjà la propriété des habitants.

### **Les droits seigneuriaux**

On peut se demander, si, après la réaction seigneuriale menée depuis 1660, et dénoncée lors des procès, la condition des sujets ne s'est pas trouvée transformée.

Prenons l'exemple de Grandbliderstroff pour faire une comparaison entre les droits en 1754 et ceux de 1661.

En 1754 :	En 1661 :
la moitié de la dîme	la moitié de la dîme
un terrage : 37 quartes de ft	38 malters 1/2 ft av
37 quartes d'av	
corvées : 150 livres	19 quartes ft av
Schaft : 18 livres	16 livres
Wechterschilling : 2 gros 8 d/conduit	2 gros 8 d/conduit
ménage : 3 poules/an	
banalité	banalité
gabelle des boissons : 1/18	1 gros par mesure
enseigne : 6 francs	n'existait qu'à Sarreguemines
bouchon : 4 francs	
bière : 3 francs	
+ droits d'usage	+ droits d'usage
droits recelés sur la bière, les amendes,	
le passage	
0	6 <sup>e</sup> denier, 10 <sup>e</sup> denier
	pot de vin et bière (introduit par le cardinal).

Dans l'ensemble, les droits étaient les mêmes. Malgré des procès qui tiennent une grosse place dans nos archives, il n'y eut pas de changements dans les droits seigneuriaux à Grossbliderstroff. Jusqu'en 1754 au moins. Et il semble que ce fut la même chose pour l'ensemble de la seigneurie. Ce qui n'exclut nullement une animosité contre les fermiers, à propos de points mineurs.

### **Le poids des charges seigneuriales**

Rien de plus délicat. Risquons tout de même un calcul. Si on estime cette charge par rapport aux possibilités des habitants, (revenu agricole des exploitations), cette charge ne paraît pas considérable.

La dîme ne sera pas comprise dans ce calcul, puisque de toutes façons, les paysans l'auraient payée.



Les poules de ménage, le schaft, le Wechtergeld... dont les tarifs n'ont pas bougé depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, ne comptaient plus guère. Plus lourds : les corvées, le terrage. Il faudrait une étude plus précise du terroir de Grossbliderstroff et de sa population en 1752. A défaut, utilisons les données fournies par M. Grossmann, par les Statistiques de la Moselle pour la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et les comptes de Mathis Worms et de Frédéric Roth, en 1752, (parmi les déclarations qui se trouvent aux archives municipales de Sarreguemines).

Les corvées, - 150 livres -, représentaient 8 à 10 pains d'une livre, par maison, en janvier 88, lorsque ce pain coûtait 2 sols la livre, et qu'il y avait 180 maisons à Grossbliderstroff.

Le terrage : (gênant parce qu'il était fixe, que la récolte fut bonne ou non), représentait 5460 litres de froment, ou 4000 kg, - en supposant, avec M. Urion, un poids spécifique du blé de 75 kg à l'hectolitre -, ces 4000 kg représentaient 1,5 % de la production moyenne de blé de Grossbliderstroff, semences déduites (moyenne du département : 227 kg par habitant des deux sexes et de tout âge, et il y avait 1184 habitants à Grossbliderstroff à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle).

En utilisant les comptes fournis pour l'imposition, on aurait tout de même des résultats un peu différents. Certes, 150 livres ne représentaient que le produit de 10 jours de mauvaises terres : 2 ha sur les 614 ha de terres arables du ban. Mais, pour produire 37 quarts de froment, et autant d'avoine, il fallait travailler 33 hectares soit plus de 5 % des terres arables du ban, d'après Mathis Worms, tandis que d'après les déclarations de Frédéric Roth, il en fallait 2 fois moins.

Ces résultats contradictoires n'interdisent pas de présenter une estimation. La charge féodale, dîme exclue, pouvait atteindre, au maximum, 5 à 6 % du revenu des terres arables, - ce qui n'était pas tout le revenu paysan.

On remarquera l'absence des cens : il faudrait recourir au remembrement. Ces cens ne devaient pas concerner une grande partie des propriétés. A Sarreguemines, ils ne touchaient que 36 parcelles, soit 56 jours de terres arables, sur un terroir de 1200 jours. Plus de 90 % des terres de Sarreguemines ignoraient donc le cens, en 1754 en tous cas.

La charge seigneuriale ne semble pas extrêmement lourde. Elle était bien inférieure aux impôts royaux, et les corvées seigneuriales n'étaient rien à côté des corvées pour l'entretien des routes. Mais cette charge était tout de même appréciable. Il ne faut pas oublier que cette société n'était pas une société de consommation, et que toute sortie d'argent était un problème. D'autre part, il arrive qu'un prélèvement, même léger, soit, pour toutes sortes de raisons, très mal supporté.

### **Le partage des revenus**

En ajoutant la dîme, les revenus seigneuriaux pouvaient être importants. La seigneurie n'avait pas de « réserve », mais elle avait des rentes qui en tenaient lieu, et sans les inconvénients de la gestion.

Or, dans le régime de la ferme, ces revenus ne profitaient pas en totalité au seigneur.

A chaque échelon de la hiérarchie des sous-traitants, un membre de cette institution prélevait sa part. Il faudrait posséder tous les contrats de fermage de la seigneurie pour en dire davantage. D'après les comptes approximatifs de 1715-1716, on peut supposer que

Stock fils, sous-fermier,

- levait les revenus,

- en laissait 3 360 livres à Firbin (le prix de sa sous-ferme),

- et gardait la différence,

que Firbin, fermier général,

- en donnait 1 514 livres au duc,

faisant un bénéfice de 1 846 livres que, selon les clauses de son bail, il partageait avec le duc.

Au mieux, le duc recevait 2 437 livres d'un revenu qui, au départ, devait dépasser 4 000 livres. Calcul fragile, qui n'a d'autre but que de montrer l'évaporation progressive des ressources de la seigneurie au profit des fermiers et de leurs sous-traitants.

La ferme fit entrer les revenus seigneuriaux dans un circuit d'affaires beaucoup plus large encore lorsque le duc créa des rentes sur les fermes : 300 000 livres en tout, en 1719 et 1720. Chaque rentier versait 1 000 livres au moins, pour lesquelles il recevait chaque année un intérêt de 5 %, intérêt payé avec les deniers provenant des fermes des domaines. Ce système était possible à partir du moment où le duc était assuré - et ses créanciers aussi - de disposer de revenus réguliers, arrivant avant même la levée des rentes seigneuriales. Les revenus de la seigneurie de Sarreguemines entraient dans ce circuit : ils servaient à payer les créanciers du duc.

La ferme permettait donc un éclatement des revenus de la seigneurie au bénéfice de beaucoup de gens qui n'avaient rien à voir avec la seigneurie.

### **Nouvelles relations entre les sujets et le seigneur**

L'instauration de la ferme a divisé l'autorité à l'intérieur de la seigneurie. Il semble qu'il y avait l'administration ducale, puis royale, - la Chambre des Comptes notamment -, les officiers de la seigneurie, les maires et les échevins, et, en plus, les fermiers et leur compagnie.

Par l'intervention des fermiers et par les modalités de la ferme, la seigneurie sortit d'un circuit économique ancien et des relations sociales traditionnelles.

Les fermiers n'étaient pas des officiers gagés. Le mobile de la ferme n'était pas le service, mais l'argent. C'est l'objectif avoué, recherché, présenté par le duc Léopold dans le préambule de son édit sur les rentes. Et, lorsque le nouveau duc de Lorraine cassa le bail consenti par Léopold

à du Petittrieux, ce fut parce que les conditions en étaient trop onéreuses : la notion de rentabilité prenait le pas sur toute autre considération, telle que « compensation pour un service rendu... », comme il était dit autrefois.

Les modalités mêmes de la perception montrent le changement. Restaient sans doute quelques rites anciens, comme la levée des poules de ménage par les maires et les échevins, trois fois l'an. Mais on arriva à un terme unique : dès 1742, au moins, toutes les rentes se paient à la Saint-Martin d'hiver dans le lieu de ville. D'autre part, les biens en nature étaient très vite monnayés, dès le premier échelon de la sous-traitance. Enfin, les paiements réguliers des fermes permettaient au duc d'utiliser les revenus et de les dépenser avant même que la levée soit faite : c'est l'anticipation, un des mécanismes du capitalisme.

On est loin d'un seigneur utilisant pour nourrir ses troupes les grains fournis au jour le jour par les sujets des villages voisins.

Par tous ces procédés, le seigneur vivait à l'écart de sa seigneurie, à l'écart de ses sujets. Au lieu de dépenser ses revenus au jour le jour, selon les rentrées successives, le duc pouvait dépenser quand il voulait : il ne vivait plus au rythme des gens de sa seigneurie. Il n'était plus en relation avec eux : il s'adressait à des prêteurs, ceux-ci se faisaient rembourser par les receveurs, qui recevaient l'argent des divers agents de la ferme... La seigneurie était une façon de tirer l'argent de la terre et de faire fructifier des capitaux, sans relations entre le seigneur et les hommes.

\*            \*  
\*

Cette brève étude doit être corrigée et complétée. Rien n'a été dit de la forêt. D'autre part, l'étude s'arrête en 1754; il faudrait connaître la situation à la fin du XVIII<sup>e</sup> et notamment, observer quelle fut la place des fermiers de Sarreguemines dans la société, avant, pendant, et après la Révolution.

Ces réserves posées, avançons quelques conclusions, à prendre comme des hypothèses pour une recherche plus systématique.

En apparence, la seigneurie de Sarreguemines n'a pas changé entre 1630 et 1754 : même territoire, mêmes types de droits. Cette seigneurie a résisté à la crise, le prélèvement seigneurial ne peut être considéré comme tout à fait négligeable.

Mais, sous cette apparente immobilité, que de changements profonds ! En plus de la perte de différents droits, du recul des revenus en nature, ... une nouvelle gestion des biens s'est, tout au long d'un siècle, progressivement instaurée, nouvelle gestion susceptible de transformer les relations entre le seigneur et ses sujets.

Jean GALLET

## Notes

### Sources

Archives communales de Sarreguemines : Cartulaire de Roth, A 1, 12, 13, 15. C 32. J 5. F 26, 28-32.

Archives départementales de Moselle : E 195.

Archives départementales de Meurthe-et-Moselle : B 490, 733, 3184, 9258, 9262, 9264 à 9274, 10 464, 11 742, 11 743, 11 748, 11 749 à 11 756 et B Judiciaire : 5615.

Bibliothèque Nationale : Manuscrits, Lorraine, 166, 649.

*Dictionnaire historique des Ordonnances et des Tribunaux de Lorraine et du Barrois*, par de Rogéville, 1777.

### Bibliographie

ERCKMANN-CHATRIAN, *Histoire d'un paysan*, Paris, Bibliothèque populaire, 1869.

#### 1. Sur la seigneurie en général :

MOUSNIER Roland, *Les institutions de la France sous la monarchie absolue*, P.U.F., 1974, 2 tomes. Tome I, p. 371...

COBBAN Alfred, *Le sens de la Révolution française*, préface d'Emmanuel Le Roy Ladurie, Julliard, 1984, 220 p.

GALLET Jean, *La seigneurie bretonne, 1450-1680, l'exemple du Vannetais*, Publications de la Sorbonne, 1983, 647 p.

VARLET Didier, *Les revenus de la seigneurie de Bitche à la veille de la Guerre de Trente ans*, Mémoire de maîtrise (dir. J. Gallet), Nancy II, 1985.

NICOLAS Sylvie, *La comptabilité de la baronnie de Viviers de 1562 à 1770*, Mémoire de maîtrise (dir. J. Gallet), Nancy II, 1986.

#### 2. Sur Sarreguemines :

C. COLCHEN, *Mémoire statistique du département de la Moselle*, Paris, an XI, 196 p.

THILLOY Jules, *Dictionnaire topographique de l'arrondissement de Sarreguemines*, Metz, Rousseau, 1861, 130 p.

ANNA Michel, *Recherches sur la vie municipale de Sarreguemines*, mém. de maîtrise, Besançon, 1984, multig., 261 p.

BIEBER Philippe (Dr), *La Révocation de l'Édit de Nantes vue de Sarreguemines. Son application dans la province de la Sarre*, Sarreguemines, 1985, multig., 39 p., carte, bibliographie.

DUVERNOY, « La Sarre navigable sous l'Ancien Régime », *Bulletin de la Société des Amis de la Sarre*, 1928, p. 54-65.

GROSSMANN H., « Saargemund während der Revolutionszeit », *A.S.H.A.L.*, 1905, 1<sup>re</sup> partie, p. 129-155.

HIEGEL Henri, *La ville et la châtellenie de Sarreguemines*, Nancy, 1934, 543 p.

HUBER Émile, *Sarreguemines pendant la Guerre de Trente ans*, 1904, 60 p. et *Sarreguemines au XVII<sup>e</sup> siècle, documents*, Metz, 1907, 564 p.

KIRCH J.-P. (abbé), *Geschichte von Welferdingen*, Sarrebruck, 1932, 396 p.

LE MOIGNE François-Yves, « Le commerce des provinces étrangères (Alsace, Évêchés, Lorraine) dans la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Aires et structures du commerce français au XVIII<sup>e</sup> siècle*, C.N.R.S., Lyon, 1975, p. 173-200.

TOUBA (abbé), *Sarreguemines im 18. Jahrhundert*, Forbach, 1924, 79 p.